

**Zeitschrift:** Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier  
**Herausgeber:** Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier  
**Band:** 13 (1997)  
  
**Artikel:** L'Espagne tragique : une extrême droite et une revue anticomunistes face à la guerre d'Espagne (1936-1939)  
**Autor:** Tappolet, Bertrand  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-540751>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 26.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# L'ESPAGNE TRAGIQUE<sup>1</sup> UNE EXTRÊME DROITE ET UNE REVUE ANTICOMMUNISTES FACE À LA GUERRE D'ESPAGNE (1936-1939)

Bertrand TAPPOLET

Les développements et les répercussions de la politique internationale constituent un facteur déterminant qui cristallise des ralliements aux horizons idéologiques et aux mouvements d'extrême droite. Ce facteur est particulièrement évident, dans les années qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale, pour le mouvement le plus important à Genève et, dans une moindre mesure, en Suisse romande: l'Union nationale. Élément essentiel pour expliquer certaines sympathies, voire une franche collaboration: l'inquiétude suscitée dans les milieux bourgeois et d'affaires par l'avènement de fronts populaires en France et en Espagne<sup>2</sup>. Le conflit qui déchire la péninsule ibérique a pour beaucoup valeur d'exemple. La démocratie, le libéralisme et le socialisme sont des valeurs en baisse sur le vieux continent. En hausse: le communisme, les régimes fascistes, national-socialiste et autoritaires classiques, à l'instar du modèle transalpin triomphant en Abyssinie<sup>3</sup>, du totalitarisme allemand s'émancipant de la tutelle du traité de Versailles et de l'Estado novo corporatiste d'Oliveira Salazar.<sup>4</sup> La croisade anticommuniste et la nouvelle Reconquista entreprises par les

---

1. «L'Espagne tragique» est le titre d'une rubrique consacrée à la guerre sur la péninsule ibérique dans *L'Action nationale* en 1936. En 1937, elle prendra le nom de «La tragique Guerre d'Espagne». Cf. *L'Action nationale*, 1<sup>er</sup> août 1936, 21 novembre 1936, 15 mai 1937, 26 juin 1937. Cet intitulé fait référence à un ouvrage de Gonzague de Reynold, *L'Europe tragique*, Paris, 1934. Le Fribourgeois est l'un des principaux maîtres à penser de l'Union nationale, reconnu comme tel par les éléments les plus en vue du mouvement: Max-Marc Thomas, Fred de Diesbach, Roger Steinmetz et, de manière plus stratégique que doctrinale, Georges Oltramare. Cf. Aram Mattioli, *Zwischen Demokratie und totalitärer Diktatur. Gonzague de Reynold und die Tradition der autoritären Rechten in der Schweiz*, Zurich, 1994, pp. 200-217.

2. Cf. Daniel Bourgeois, «Milieux d'affaires et politique étrangère en Suisse à l'époque des fascismes», *Relations internationales*, n° 1, 1974, pp. 181-207; Daniel Bourgeois, «William E. Rappard et la politique extérieure suisse à l'époque des fascismes, 1933-1945», *Etudes et Sources*, Berne, 1989, pp. 7-80.

3. Sur les relations entre Georges Oltramare et l'Italie fasciste à l'époque des sanctions et sur les appuis conséquents fournis par le Duce à l'Union nationale durant l'année 1937 et la première moitié de 1938: cf. Mauro Cerutti, «Georges Oltramare et l'Italie fasciste dans les années trente», *Etudes et Sources*, Berne, 1989, pp. 151-210.

4. L'historien helvétique Philippe Burrin parlant de l'amplification des idéologies dans l'Europe de l'entre-deux-guerres relève que celles-ci «ont leur haute saison dans les

golpistes espagnols annoncent des lendemains d'où la démocratie sortirait affaiblie, voire obsolète. Face à ce qui est considéré comme une «déferlante rouge», le recours à un mouvement prônant l'adaptation à une Europe nouvelle et régénérée a sans doute tous les atouts d'un exorcisme. En témoigne l'évolution des effectifs de l'Union nationale. Elle fait état d'une très nette recrudescence du nombre des adhésions de juin 1936 à juin 1937, soit une période recoupant exactement la première année de la guerre civile espagnole. Les admissions passent de 880 en juin 1936 à 1305 pour juin 1937 et 1405 fin 1937<sup>5</sup>.

L'accession au faîte de l'Etat de gouvernements de gauche en Espagne et en France, les multiples pressions exercées par la diplomatie allemande sur la Suisse vont conforter les autorités fédérales sur la voie visant à interdire propagande et action communistes sur le territoire. Le tournant pris par l'Internationale communiste et le PCS qui reconnaissent la valeur des institutions démocratiques et la nécessité de la défense nationale face à la montée des périls fascistes et national-socialiste en Europe ne convainc personne à droite et à l'UN<sup>6</sup> et suscite bien des réticences et des interrogations au PSS et à l'USS<sup>7</sup>.

Rédacteur en chef de la *Revue anticommuniste*, collaborateur de *L'Action nationale*, l'organe de l'Union Nationale, membre de l'Action nationale suisse contre le communisme<sup>8</sup> et de l'UN, le Fribourgeois Fred de Diesbach juge les interdictions touchant le PC dans les cantons de Neuchâtel, Genève et Vaud comme inefficaces et en souligne les effets pervers<sup>9</sup>. Il use de la métaphore du

---

*époques de désarroi et de trouble. Elles offrent leurs grilles pour ressaisir un monde qui bascule dans l'incertitude, elles donnent orientation et sécurité en appelant au ralliement et à l'action autour d'une vision de la société durable.*» Cf. Philippe Burrin, «Les années 1930-1940», *Magazine littéraire*, mars 1987, n° 239-240, p. 18.

5. Cf. Roger Joseph, *L'Union nationale 1932-1939. Un fascisme en Suisse romande*, Neuchâtel, 1974, p. 104.

6. *L'Action nationale*, 3 octobre 1936.

7. Cf. Pierre Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande. La vie du Dr Maurice Jeanneret-Minkine (1886-1953)*, Lausanne, 1991; Brigitte Studer, *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern 1931 à 1939*, Lausanne, 1994.

8. Cf. Roger Joseph, *L'Union nationale*, *op. cit.*, p. 351, note 220. Au début de 1936, l'ex-conseiller fédéral catholique-conservateur Jean-Marie Musy crée l'Action nationale suisse contre le communisme. Spécialisée dans la diffusion de bulletins mensuels, d'articles et d'informations à la presse et l'organisation d'expositions anticommunistes, l'ANSC pratique également l'infiltration, la corruption et le fichage des militants communistes. Musy dépose en juin 1936 au Conseil national une motion demandant l'interdiction du PCS qui n'aboutit pas. Il prononce plusieurs conférences sous les auspices de l'UN notamment contre la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS.

9. Cf. Fred de Diesbach, «Les nouvelles positions du communisme en Suisse», *Revue anticommuniste*, n° 2, février 1939, pp. 86-90; Jürg Dieter, «L'offensive du communisme et la réaction en Suisse», *Revue anticommuniste*, n° 1-2, février-mars 1938, pp. 7-14.

cheval de Troie, symbole, à ses yeux, de la stratégie subversive communiste, qui avance à visage caché, dans la politique de front populaire mise en œuvre lors du tournant kominternien de 1935<sup>10</sup>. Ainsi, après l'approbation par le peuple genevois d'une loi interdisant le PC et les associations affiliées, les anciens communistes sont accueillis au Parti socialiste genevois, accentuant du même coup le clivage entre modérés et extrémistes et exacerbant la tendance de certains à se rapprocher du communisme<sup>11</sup>. Pour la presse d'extrême droite, la méfiance et une extrême vigilance sont toujours de mise, car « à Barcelone, comme à Paris, à Genève ou ailleurs, la doctrine est identique. Ses propagateurs sont les dociles serviteurs du Komintern [...] »<sup>12</sup>.

### ***Les méfaits des intellectuels***

L'affaire espagnole cristallise en quelque sorte une crise internationale tout en lui conférant une dimension idéologique. La confrontation des partis sur la péninsule ibérique révèle l'affrontement de deux systèmes de «représentations collectives». Les partis sont étiquetés pour plus de commodité «sans-dieu» d'un camp et «fascistes» de l'autre. Ainsi le publiciste de droite Constant Bourquin<sup>13</sup> laisse-t-il aux «*politiciens de profession et aux philosophes d'estaminet les oppositions faciles entre les défenseurs de la chrétienté et les barbares rouges, s'ils sont de droite, ou entre les défenseurs de la liberté et les fascistes assassins, s'ils sont de gauche. Dans les deux cas, c'est de la bonne démagogie, conforme aux meilleures recettes, mais ça n'explique rien.*»<sup>14</sup>

---

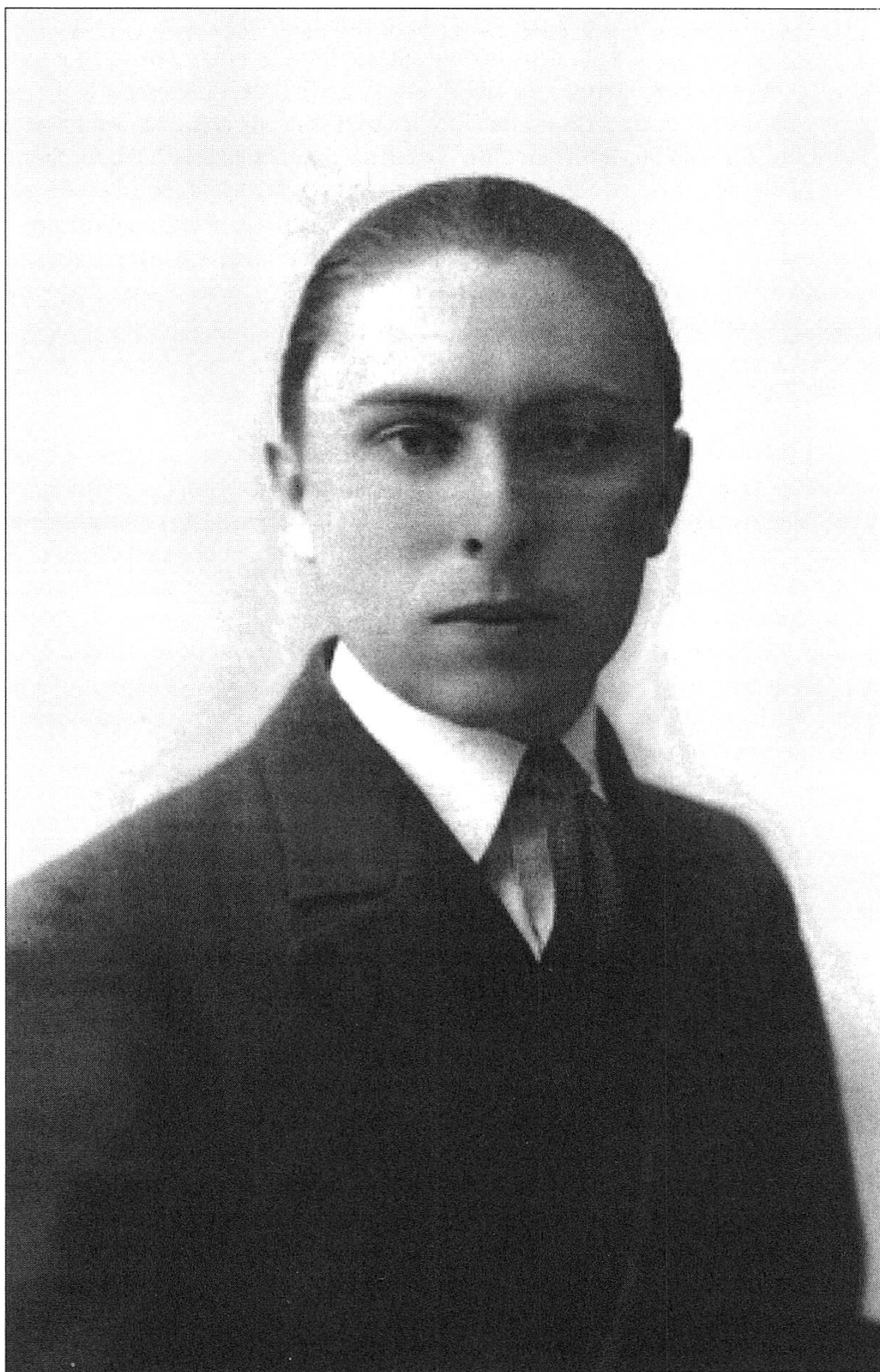
10. Entretien avec Fred de Diesbach, 5 février 1994.

11. C'est en février 1937 que les députés de l'Entente nationale au Grand Conseil genevois déposent un projet de loi portant modification de la Constitution en «*interdisant toutes les associations et organisations affiliées directement ou indirectement à L'Internationale communiste ou toute autre organisation internationale ou étrangère menaçant la sécurité de l'Etat ou l'ordre public*». Pour les incitateurs de la reconstitution du PC, les sanctions encourues sont la privation à vie des droits civiques et des peines d'emprisonnements de 3 à 10 ans. La majorité de droite, épaulée par l'UN, vote la loi, tout en modérant les peines en cas de transgression de la loi. Cf. François-Xavier Perroud, *La vie parlementaire dans le canton de Genève de 1929 à 1939*, Fribourg, 1972.

12. *L'Action nationale*, 3 octobre 1936.

13. Né en 1900 à Presinge, près de Genève, Constant Bourquin ne cache pas une certaine sympathie pour Georges Oltramare, qu'il introduit en revue de littérature dès 1918 (*La Revue des Débuts*). Il ne dédaigne pas non plus le maurassien et antisémite Jules-Ernest Gross, directeur de la *Nouvelle Revue romande* dès 1922, et l'agitation très «Camelots du Roi» développée autour des jeunes Turcs de *Res Helvetica*. Créé en 1926, à l'instigation notamment de Jacques Aeschlimann et Paul Bonny, deux futures chevilles ouvrières de l'UN, ce petit cercle d'extrême droite apporte son soutien actif à la candidature d'Oltramare lors des élections au Conseil d'Etat genevois de novembre 1930.

14. Constant Bourquin, «Variations sur le thème espagnol», *NRR*, 1937, n° 82, p. 9.



Portrait de Fred de Diesbach (1906-1994). Coll. privée

Bourquin prolonge une tradition née de l'affaire Dreyfus, qui, de Maurice Barrès à Georges Sorel, fait entrer l'intellectuel dans l'ère du soupçon. Cette tradition anti-intellectualiste, profondément ancrée à droite, demeure résolument hostile aux constructions idéelles, sources et principes moteurs de toute révolution. Ainsi, écrit Bourquin, « les "intellectuels", ces éternels incorrigibles [...] appellent le progrès, la démocratie, la république, la liberté. Leurs revendications ne nous émeuvent guère. Nous avons eu 89, 48, nous connaissons la vertu des grands mots magiques, la tristesse des formules vides. Nous pensons que ces hommes ont le droit de faire, eux aussi, leur crise de croissance politique. Et nous avons tort d'oublier que si parfois le peuple se révolte, ce sont toujours les "intellectuels" qui font les révolutions. »<sup>15</sup> Rédacteur à *L'Action nationale*, animateur des remuants « Petits-fils de Töpffer » qui contribuèrent fortement au discrédit du gouvernement Nicole, premier chef des Jeunesses d'UN, Max-Marc Thomas n'a pas de mots assez durs pour stigmatiser ces « princes des nuées ». Pour ce maurassien de la première heure, se définissant avant tout comme journaliste et homme d'action, la qualité « d'intellectuel » est réservée à ces esprits délétères, avides d'abstraction, champions de l'inaction, et souvent marqués au coin d'un « bolchevisme culturel » qui concourt à la décadence des « patries cantonales »<sup>16</sup>.

A l'heure espagnole, l'anti-intellectualisme est plus que jamais de mise à l'Union nationale. « Il semble que la – lutte – héroïque – du – peuple – espagnol – pour – son – existence – et – sa – liberté [sic] échauffe bien plus les cerveaux des intellectuels qu'elle n'intéresse les masses laborieuses. » Et l'organe philofasciste de souligner le prétendu décalage existant entre les préoccupations matérielles du plus grand nombre et les membres du comité de l'Association des amis de l'Espagne républicaine, « tous damnés de la terre ! Tous forcés de la faim, dont un mois d'honoraires ferait assez bien dans l'escarcelle de bien des ouvriers et même de certains patrons. »<sup>17</sup> Dans le même ordre d'idées, sont visés, en décembre 1936, les « représentants de notre élite intellectuelle », signataires d'une déclaration publiée par *Le Travail* en soutien à la « Constitution que l'Espagne s'est librement donnée après la fuite du roi »<sup>18</sup>. A la « légion des intellectuels antifascistes », à ces « dilettantes de la Révolution [qui] n'ont pas tardé à se multiplier en marge des syndicats », Marc Chouet oppose l'intellectuel marxiste adulé par Mussolini, le héraut du syndicalisme d'action directe au tournant du siècle : Georges Sorel. Habité par une préoccupation constante, le devenir du prolétariat, fondement de la civilisation industrielle, Sorel le dreyfusard avait déjà tiré à boulets rouges contre

---

15. *Ibid.*

16. Entretien avec Max-Marc Thomas, 14 janvier 1994.

17. *L'Action nationale*, 19 décembre 1936.

18. *Ibid.*, 19 décembre 1936.

les intellectuels de l’Affaire reclassés dans la politique professionnelle avant de pilonner les universitaires, « *ces intellectuels [...] qui ont embrassé la profession de penser pour le prolétariat* »<sup>19</sup>.

On brocarde également volontiers les états d’âme des écrivains catholiques, qui, s’exposant au déni de leurs coreligionnaires, se joignent à Jacques Maritain, François Mauriac et Georges Hoog pour dénoncer les exactions nationalistes<sup>20</sup>. Face aux massacres nationalistes de Badajoz ou au bombardement de Guernica, Mauriac mais aussi Maritain ou Mounier protestent, comme en témoigne le manifeste publié par *La Croix* le 8 mai 1937<sup>21</sup>.

Fondateur de l’Ordre national neuchâtelois, doyen de la Faculté des lettres, professeur d’histoire à l’Université de Neuchâtel, la passion Maurras chevillée au corps, Eddy Bauer entretint de nombreux liens avec l’UN et certains de ses membres, en particulier Fred de Diesbach<sup>22</sup> au sein de la Ligue des Patries romandes, rassemblement des mouvements fédéralistes cantonaux<sup>23</sup>. Il se rend en Espagne dans la zone contrôlée par les militaires rebelles. De passage en août 1937 à Guernica, il fustige l’éloignement des catholiques libéraux du théâtre des opérations, facteur qui les rendrait sujets à toutes les manipulations de l’information. « *Moins heureux que M. François Mauriac, de l’Académie Française, ou que M. Jacques Maritain, qui ont pu se mettre au courant à quelque 600 kilomètres de distance, nous avons été contraints de nous rendre sur les lieux pour nous former une opinion* », prétend-il. Au final et sans avancer l’ombre d’une preuve, Bauer attribue la destruction de Guernica aux anarchistes. Leurs alliés, les nationalistes basques auraient, quant à eux, utilisés ce « *crime [...] pour en accabler leurs ennemis* »<sup>24</sup>.

L’Espagne, symbole du renouveau nationaliste, est en même temps pour l’UN le pays de l’héroïsme au quotidien, celui où l’action se fait poème épique. Espagne rime avec jeunesse, vitalité, héroïsme, car celui-ci est une manière d’échapper à l’emprise de l’âge, de retrouver les aspirations ensevelies sous le confort bourgeois. « *Un peuple peut donc renaître de ses cendres et donner le spectacle de ce que Keyserling appelle “Ce réveil des forces telluriques”. Réveil parfois terrible, s’il doit s’accomplir dans le sang et au prix des sacrifices les*

---

19. *Ibid.*, 26 septembre 1936.

20. *Ibid.*, 15 mai 1937.

21. Cf. Herbert Rutledge Southworth, *La destruction de Guernica, Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, Paris, 1975, pp. 208-214.

22. Fred de Diesbach est le délégué de l’UN auprès de la Ligue des patries romandes et son défenseur inconditionnel. Cf. Roger Joseph, *L’Union nationale, op. cit.*, p. 211 et *L’Action nationale*, 15 et 19 décembre 1934, 5 janvier 1935.

23. Cf. Roland Butikofer, *Le refus de la modernité. La Ligue vaudoise: une extrême droite et la Suisse, 1919-1945*, Lausanne, 1996, pp. 208-232.

24. Eddy Bauer, *Rouge et or. Chroniques de la « reconquête » espagnole 1937-1938*, Neuchâtel, Paris, 1938, pp. 66-67 et p. 69. Cité in: H. R. Southworth, *op. cit.*, pp. 240-241.

plus meurtriers, comme c'est le cas en Espagne », écrit *L'Action nationale*<sup>25</sup>. Le général Franco, qui savait l'attachement viscéral des Espagnols aux symboles, entre à Tolède en triomphateur au soir du dimanche 27 septembre 1936, erreur tactique qui sauve alors Madrid et l'Espagne républicaine pour un temps. Désormais, « *l'Alcazar de Tolède brillera dans l'histoire d'une gloire plus grande et plus durable que les Thermopyles parce qu'il signifie la résurrection dans l'héroïsme de toutes les vertus d'un peuple* »<sup>26</sup>.

La guerre civile génère un activisme militant, révèle et mobilise la sensibilité politique et humanitaire de millions de non-Espagnols. Elle devient tour à tour : thème principal des meetings progressistes, objet de collectes et motif de sympathie moins compromettant que l'Allemagne ou l'Italie pour les réactionnaires et l'extrême droite. Outre les livraisons d'armes, environ 16 000 militaires professionnels allemands se sont succédé sur le terrain et l'Italie a fourni aux franquistes près de 50 000 combattants en 1937 et 1938<sup>27</sup>. De cette aide, il ne sera guère question dans l'organe de l'UN, ni dans la *Revue anticomuniste*. Si cet apport au camp nationaliste y est mentionné, à deux reprises seulement pendant toute la guerre, c'est pour mieux le relativiser : « *La presse socialiste et communiste (c'est la même !) couvre d'injures les nationaux qui s'engagent dans l'armée de Franco, commente en décembre 1936 Paul Bonny. Elle ne trouve pas anormal, en revanche, qu'une légion étrangère russe, armée de matériel soviétique, opère dans les lignes du Frente* crapular. »<sup>28</sup> Il s'agit de montrer, pour le correspondant de *L'Action nationale* à Tanger, que « *les soviets n'annexeront pas l'Espagne* »<sup>29</sup>. Le 10 février, les troupes du général Queipo de Llano occupent Malaga. Face à cette défaite, « *les organes anarchistes de Barcelone et de Valence ne se sont pas fait faute de clamer à tous vents la lâcheté des communistes, des socialistes et des envoyés de Moscou [...]. Les autorités catalanes auraient même arrêté des membres des partis anarchistes et du P.O.U.M., soupçonnés d'avoir tenté d'assassiner Rosenberg [ambassadeur à Madrid, 1936-1937, rappelé puis exécuté] et Avseenko, les chefs communistes, envoyés du Komintern et du gouvernement soviétique* », précise l'organe philofasciste. Afin d'éviter un écrasement des communistes en Espagne, le « Comité espagnol » du Komintern tient séance à Moscou le 12 février sous la présidence de Georgi Dimitrov<sup>30</sup> et décide

---

25. *L'Action nationale*, 17 octobre 1936.

26. Hermann Keyserling, « Quelques maladies contagieuses en politique », cité in : *L'Action nationale*, 17 octobre 1936.

27. Sur l'intervention germano-italienne : cf. Guy Hermet, *La Guerre d'Espagne*, Paris, 1989, pp. 209-217, Francisco Olaga, *La intervencion extranjera en la Guerra civil*, Madrid, 1990.

28. *L'Action nationale*, 12 décembre 1936.

29. *Ibid.*, 12 décembre 1936.

30. Communiste bulgare ayant acquis la nationalité soviétique, Dimitrov est désigné, insigne honneur, secrétaire général de l'Internationale par Staline en avril 1934. Lors du VII<sup>e</sup>

notamment l'acheminement « *des renforts de matériel et de munitions* » sur Barcelone, l'envoi « *d'un nouveau contingent de spécialistes soviétiques: officiers et techniciens* » et ordonne aux partis communistes européens d'intensifier le recrutement des « *volontaires* ». Ainsi le Komintern tente une nouvelle fois « *de reprendre en main une direction qui semble lui échapper de plus en plus, et de battre en brèche l'avancée victorieuse des troupes nationales* »<sup>31</sup>. L'important, pour *L'Action nationale*, est de démontrer qu'« *alors que tant de gens de mauvaise foi accusent l'Italie et l'Allemagne d'intervenir en Espagne* », l'URSS et l'IC sont bien les véritables vecteurs d'internationalisation de la belligérance espagnole. L'accusation de conduire l'Europe au conflit est un élément central de l'argumentaire anticommuniste visant l'URSS, fauteur de guerre sur le continent européen, « les Soviets » ne se privant pas d'attiser « *un conflit qu'ils aimeraient voir tourner en conflit international.* »<sup>32</sup>

### ***Guernica ou la guerre des propagandes***

Petite localité de la province basque de Biscaye, située non loin de Bilbao, Guernica est connue comme le berceau des libertés basques et constitue « *de temps immémorial pour le Basque [...] un pèlerinage vénéré* »<sup>33</sup>. Le « *parlement des sénateurs basques* » délibérait traditionnellement au pied du chêne de Guernica, épargné par les bombardements, tandis qu'en l'église de Santa Maria, les monarques espagnols ou leurs représentants faisaient le serment de respecter les droits locaux des Basques<sup>34</sup>. « *Pour l'ensemble du pays basque, espagnol et français, avec plus de couleur, plus de traditions encore, plus de richesses artistiques et d'archives, Guernica est ce qu'est Schwitz [sic] pour les Suisses* », déclare la presse d'extrême droite<sup>35</sup>.

---

Congrès du Komintern en juillet 1935, Dimitrov assume le tournant vers une politique antifasciste, dite de « Front populaire », voulue plus unitaire et dans la ligne des orientations diplomatiques de l'URSS.

31. *L'Action nationale*, 20 février 1937.

32. *Ibid*, 20 février 1937. Cf. également J. F. C. Fuller, « La Guerre soviétique d'Espagne », *Revue anticommuniste*, avril 1938, n° 3, pp. 84-87. Le major-général J. F. C. Fuller, historien militaire, fut un défenseur inconditionnel de l'Italie lors de l'invasion de l'Éthiopie et de la campagne contre les sanctions. En mars 1937, il visite l'Espagne nationaliste et retire de cette expérience « *une révélation du pouvoir de la presse pour cacher la vérité* ». Cf. J. F. C. Fuller, *The Conquest of Red Spain*, Londres, 1937. Cité in: H. R. Southworth, *La destruction de Guernica*, op. cit., note 47, pp. 134-135.

33. « *Le chêne de Guernica était pour les Basques quelque chose de semblable à la pierre noire de la Caaba de La Mecque pour les Musulmans* » (*L'Action nationale*, 5 juin 1937).

34. Cité in: Hugh Thomas, *La Guerre d'Espagne (juillet 1936-mars 1939)*, Paris, 1985, p. 479.

35. *L'Action nationale*, 5 juin 1937.

Face à l'avancée de l'armée du général Emilio Mola, «El Director» de l'insurrection militaire de 1936, et devant l'imminence d'une défaite totale des Basques, les rues de Guernica se gonflent de réfugiés et de soldats en débandade. En cette fin d'après-midi du 26 avril 1937, des bombardiers allemands Heinkel et des chasseurs Messerschmitt larguent 50 tonnes de bombes explosives et incendiaires et massacrent les fuyards à la mitrailleuse : le bilan est extrêmement lourd, on dénombre 1500 morts et plus d'un millier de blessés. Aux commandes des avions, des pilotes de la légion Kondor, unité d'élite fournie par le Reich. A Guernica, comme ailleurs en Espagne, les dictatures expérimentent leurs armes et leurs techniques de combat, véritable répétition générale de la Seconde Guerre mondiale.

Le bombardement à peine achevé, la guerre des propagandes fait rage : Guernica, symbole historique de la cruauté du conflit espagnol, suscite une violente controverse internationale. Préoccupés par les retombées de cette opération sauvage menée contre une ville sans défense, le commandement nationaliste et les Allemands lancent une vaste campagne de mystification. Luis Bolin, le chef du département étranger des services de presse, lâche une bombe : les Basques ont eux-mêmes fait sauter Guernica. A l'invitation du général Mola, plusieurs correspondants de guerre étrangers visitent les décombres afin d'accréditer la thèse d'un incendie allumé par les républicains basques, désireux de ranimer l'esprit de résistance en faisant de Guernica une ville martyre. L'Agence Havas, peu suspecte de partialité envers les nationaux, selon *L'Action nationale*, diffuse un télégramme attestant la thèse de l'incendie : *«Tous les pans de murs restés debout ne portent aucune trace d'éclats de bombe, toutes les fenêtres en revanche étant [sic] ceinturées de traces de flammes. Les poutres des maisons achèvent de se consumer trois jours après l'occupation. Là où le feu n'a pas trouvé de prise, les maisons construites en béton armé ont été inondées d'essence, montrant des traces de flammes provoquées par le pétrole. Malgré les recherches méticuleuses, les journalistes n'ont trouvé aucun trou de bombes.»*<sup>36</sup>

L'UN fait largement écho aux thèses nationalistes. A ses yeux, les événements de Guernica s'inscrivent dans la droite ligne de l'hécatombe anticléricale de 1936 : le massacre d'ecclésiastiques, officiers et bourgeois suspectés de sentiments réactionnaires en zone républicaine et en dehors du Pays basque, fureur iconoclaste et déchristianisatrice, avec son cortège de profanations de sépultures, d'incendies d'édifices religieux perpétrés par les milices anarchistes et les comités antifascistes locaux. Reproduisant la version de la propagande franquiste, elle rappelle le côté « nihiliste » et « illuminé » d'un détachement d'anarchistes qui incendièrent la ville d'Irún et fusillèrent un certain nombre de prisonniers au fort de Guadalupe à Fontarabie, avant de se retirer sous la pression des troupes du

---

36. *L'Action nationale*, 26 juin 1937.

colonel nationaliste Alfonso Beorlegui<sup>37</sup>. « *Fidèles à leurs méthodes, les Rouges ont détruit l'antique ville de Guernica, petite ville où se trouvait concentré le patrimoine artistique et culturel du peuple basque. Fidèles également à leurs habitudes, ils ont accusé l'aviation nationaliste de ce sacrilège. La radio et la presse aux ordres du Frente popular auront beau mentir, la destruction de Guernica est signée, comme fut signée la destruction sauvage d'Irún* », peut-on lire dans l'hebdomadaire de l'UN<sup>38</sup>. Cette version épouse celle avancée par le général Franco au mois de juillet lors d'un entretien accordé au *Liverpool Daily Post* : ce sont les « rouges » qui ont fait sauter la ville à la dynamite<sup>39</sup>. Contesté par les républicains et par l'historiographie, ce mensonge sera reproduit des années durant par la propagande franquiste. Pour l'extrême droite genevoise, l'épisode s'inscrit dans les opérations entreprises par le général Mola pour conquérir le Pays basque, en avril 1937, avec, en toile de fond, les dissensions internes au camp républicain. Sous la pression des troupes nationalistes sur le front de Biscaye, seules les « *milices les plus fanatiques, les plus acharnées et décidées à vendre chèrement leur vie [...] pouvaient détruire la citadelle basque* », c'est-à-dire un symbole cher à leurs alliés basques « *dont ils blâment l'attachement à un passé glorieux et digne, à leur foi religieuse et en même temps jeter une accusation de barbarie sur leurs ennemis numéros un : les nationalistes de Burgos* ». Toujours est-il que la presse de l'UN prétend que, de façon préméditée et à des fins propagandistes, la Fédération anarchiste ibérique a décidé, avec « *une folie bestiale* » intacte, de faire le choix de consacrer une partie de son énergie du désespoir, forcément destructrice, à élever Guernica au rang de ville martyre inscrite au « *Panthéon de l'Histoire* »<sup>40</sup>.

D'avantage que le thème de l'Espagne républicaine, dont le territoire ne cesse de diminuer comme peau de chagrin et qui, contrainte d'adopter une stratégie défensive, doit transférer ses ministères de Madrid à Valence, puis à Barcelone, pour échouer enfin à Valence peu avant la déroute finale<sup>41</sup>, c'est ici le sujet de la guerre fratricide au sein du camp républicain qui se développe. Ces conflits internes provoquent d'ailleurs l'érosion de l'assise populaire du gouvernement républicain. Très attachée aux données géographiques, l'UN n'ignore pas l'existence, en territoire loyaliste, d'une zone principale catalane et d'une

---

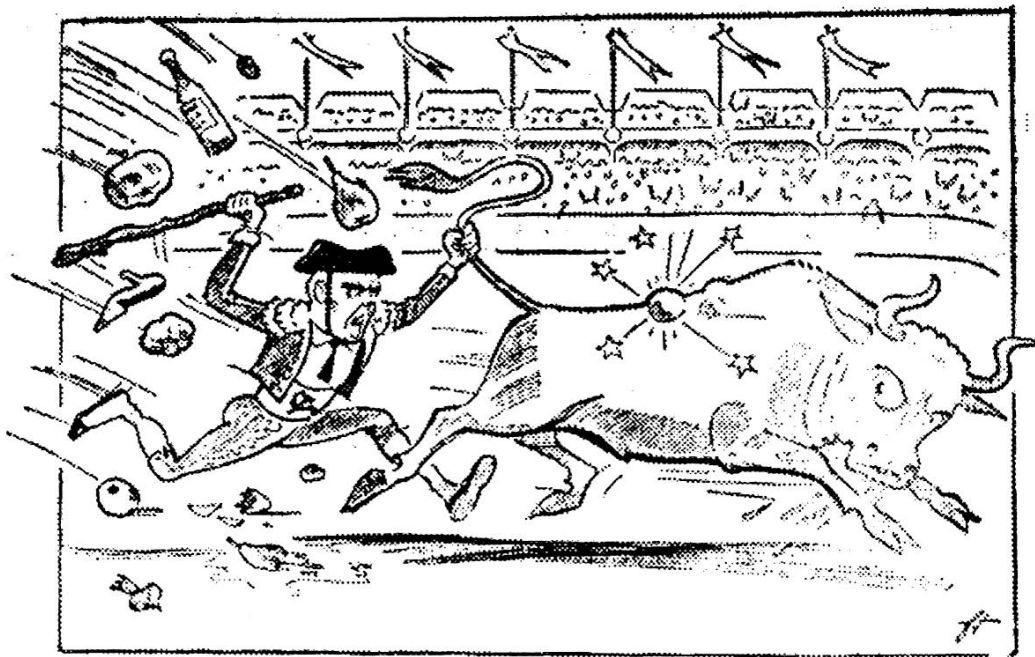
37. Le plan de Mola était de s'emparer d'Irún, conquise le 5, et de Saint-Sébastien, qui tomba le 11, afin de couper les provinces basques de la frontière française dans la région des Basses-Pyrénées. Cette victoire représenta une avancée stratégique importante, coupant les nationalistes basques de la France, pays ami.

38. *L'Action nationale*, 15 juillet 1937.

39. « *Les rouges ont brûlé la ville comme ils ont brûlé Oviedo en 1934 et 1936, et comme ils ont brûlé Irún, Durango, Amorebieta, Munguía et beaucoup d'autres villes durant cette campagne.* » Cité in : H. R. Southworth, *La destruction de Guernica*, op. cit., p. 310.

40. *L'Action nationale*, 5 juin 1937.

41. Cf. Fred de Diesbach « Editorial », *Revue anticommuniste*, mars 1939, n° 3, pp. 196-201 ; Fred de Diesbach « Ce que fut l'exode catalan », *Revue anticommuniste*, mai 1939, n° 5, pp. 196-201.



## De quoi se mêle Léon Nicole ?

Caricature de Noël Fontanet parue dans *L'Action nationale* du 20 février 1937.

zone secondaire atlantique comprenant le Pays basque. Or, célébrer les « *vestiges de l'illustre et glorieux pays Basque* » et son attachement à sa foi religieuse<sup>42</sup>, n'est-ce pas montrer que ce pays, administré par des dirigeants démocrates-chrétiens et cléricaux, s'oppose en de nombreux points au reste de l'Espagne républicaine secouée par la révolution sociale et les exactions anti-cléricales, notamment au chapitre de la liberté de croyance ou de la sûreté des personnes et des biens ?

A ceux que les longs plaidoyers des partisans de la Croisade ne convainquent qu'à moitié, pourquoi ne pas proposer comme argument supplémentaire la politique de la terre brûlée défendue par le dirigeant du syndicat des métaux, membre de l'exécutif de l'UGT et député PSOE, Pascual Thomás ? D'après l'UN, il écrivait en effet deux semaines avant la tragédie de Guernica, dans le journal *Liberal* de Bilbao, que « *la classe ouvrière, les éléments socialistes, communistes, tous républicains, les anarchistes et autres groupements anti-fascistes, tous ensemble et chacun de nous en particulier, dans le cas où serait*

42. *L'Action nationale*, 5 juin 1937.

*perdue la cause que nous défendons, nous convertirions en une nouvelle Numance, les provinces que nous occupons en incendiant avec le plus grand sang-froid et la plus grande sérénité, les récoltes, les forêts, les fermes, les campagnes, les villages et les villes, de sorte que le fascisme se trouve en présence d'une terre de désolation où la vie ne pourrait plus reprendre.* »<sup>43</sup>

### ***L'aide à l'Espagne républicaine***

L'Espagne suscite un ample mouvement de solidarité dans la gauche helvétique<sup>44</sup>. Genève est alors la tête de pont de la solidarité et de l'aide à l'Espagne républicaine, lieu de transit où se concentrent les envois de secours provenant de toute la Suisse. « *Il s'est constitué à Genève, sous le nom des "Amis de l'Espagne républicaine", un groupement qui a pour but de faire de l'agitation marxiste en prenant pour prétexte les événements d'Espagne* », écrit la presse d'extrême droite<sup>45</sup>. Les images de femmes en fuite, d'enfants abandonnés, de villages bombardés comme, dans le camp de la « Croisade » nationaliste, ceux d'édifices religieux incendiés et de prêtres martyrisés deviennent des véhicules de la propagande. Si l'on croit les atrocités commises par l'ennemi, on envisage très difficilement celles de son propre camp. On en vient alors à excuser les exactions des uns par le nombre plus élevé des horreurs commises par les autres. « *A lire la presse rouge, constate en décembre 1936 le journaliste, membre de l'UN, Paul Bonny, toutes les bombes des aviateurs de Franco tombent sur des hôpitaux, des écoles et des garderies d'enfants. Et toutes les bombes des "républicains" détruisent des arsenaux, des parcs d'aviation, des dépôts de munitions. Franco fait fusiller des pères de famille, des fils et des mères. La justice populaire (sic) – qui a torturé et assassiné plus de 150 000 Espagnols – elle, ne fait que mettre des factieux, des rebelles, des "fascistes" hors d'état de nuire.* »<sup>46</sup>

Dans les activités de l'association des Amis de l'Espagne républicaine, fondée en automne 1936 sous l'égide du frère de Georges, le professeur André Oltramare, doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Genève, la double mission d'information (assemblées publiques, films, affiches, tracts et brochures) et d'aide matérielle à la cause républicaine est soumise au feu roulant

---

43. *Liberal*, 14 avril 1936, cité in : *L'Action nationale*, 26 juin 1937. Compagnon de route du vétéran socialiste Francisco Largo Caballero, dirigeant du PSOE et de l'UGT, chef du gouvernement de 1936 à 1937, le métallo Pascual Tomás parle d'une « nouvelle Numance » en référence à l'ancienne capitale des Ibères, proche de l'actuelle Soria, prise et détruite par Scipion Émilien, après un long siège (134-133 av. J.-C.)

44. Cf. Pierre Jeanneret, « Le Parti socialiste suisse et la Guerre d'Espagne », *Revue suisse d'histoire*, 1988, n° 3, pp. 267-275.

45. *L'Action nationale*, 29 décembre 1936.

46. *Ibid.*, 12 décembre 1936.

des critiques de l'extrême droite<sup>47</sup>. Outre l'information, l'action de l'AER se concentre sur la collecte de fonds pour l'Espagne républicaine et les réfugiés désireux de partir se battre<sup>48</sup>.

D'après ses adversaires d'extrême droite, l'AER distribue à Genève « *des tracts illustrés de photographies tragiques d'enfants victimes de la guerre civile* »<sup>49</sup>. *L'Action nationale* n'y voit qu'une « ignoble exploitation de cadavres », réalisée avec le soutien de certains membres du corps professoral de l'Alma mater. « *Ces révolutionnaires à traitement fixe ne savent-ils pas que si la guerre est une chose horrible, les victimes sont aussi douloureuses d'un côté que de l'autre, et les crimes de "l'Espagne républicaine", celle des déterreurs de cadavres et des brûleurs d'enfants, sont cent fois plus nombreux que tous ceux qu'on a pu commettre de l'autre côté du front.* »<sup>50</sup> Afin d'illustrer la « sauvagerie » des républicains, on choisit l'exemple de la ville de Badajoz en Estrémadure, dont la conquête en août 1936 ferma complètement l'accès de la frontière portugaise au gouvernement républicain.

### ***La question de l'amnistie pour les volontaires suisses dans la Guerre d'Espagne***

Rédacteur en chef de *L'Action nationale*, Paul Bonny mène campagne en faveur de l'amnistie pour tous les volontaires suisses ayant combattu en Espagne de 1936 à 1938, soit les engagés de la croisade franquiste et ceux émargeant des Brigades internationales<sup>51</sup>. Le nombre des Suisses présents sur le front espagnol varie, selon les estimations, de 600 à 800, ou davantage encore, pour la partie républicaine, contre 30 à 40 dans le camp de la *Reconquista*<sup>52</sup>. « *La plupart de*

---

47. *L'Action nationale* du 19 décembre 1936 évoque les membres du comité de l'AER dans les termes suivants : « André Oltramare, professeur de latin à l'Université ; vice-présidents : A. Dupont, avocat, député socialiste, Jean Weigle, professeur de physique à l'Université, et Jean Vincent, avocat, député communiste ; trésorier : R. Borsa, fonctionnaire à la S.d.N. ; secrétaire : Jeanne Hersch (juive) [sic] chargée de cours à l'Université ouvrière ; adjoint : Pierre Nicole, rédacteur au Travail de son papa [sic]. »

48. Sur André Oltramare : André Oltramare. In *Memoriam*, hommages et texte d'André Oltramare, Genève, 1948 ; Arianne Schmitt, *André Oltramare. Un précurseur oublié*, Genève, 1994 ; Pierre Jeanneret, *Dix grandes figures du socialisme suisse*, Lausanne, septembre 1992, pp. 19-23.

49. *L'Action nationale*, 29 décembre 1936.

50. *Ibid.*

51. Le 2 février 1939, par 92 voix contre 71, le Conseil national refuse l'amnistie pour les volontaires suisses. Le Conseil des Etats fait de même par 28 voix contre 3.

52. Brigitte Studer, *Un parti sous influence*, op. cit., pp. 507-508. Sur les volontaires de l'Espagne blanche : Urs Rauber, « Abenteurer, Frontisten, Sozialdesperados. Schweizer Freiwillige im Dienste General Francos 1936-1939 », *Tages Anzeiger Magazin*, 3.10.1987, n° 40, pp. 18-26. Le chiffre total des volontaires subit de fortes variations selon les auteurs cités entre 35 000 et 63 000 hommes.



## LA GUERRE EN ESPAGNE ET EN CHINE

Des puissances étrangères ont envahi l'Espagne et la Chine. Les terreur de la guerre moderne fondent sur les populations espagnoles et chinoises. Des milliers de malades et de blessés endurent des souffrances terribles. Des millions de foyers sans toit, sans foyer, tous gens innocents, femmes, enfants, vieillards, végètent dans la plus affreuse misère et le dénuement le plus complet.

La CENTRALE SANITAIRE INTERNATIONALE (CSI) a organisé une œuvre importante d'aide sanitaire pour le soulagement du sort tragique des victimes de la guerre. D'innombrables personnes ont échappé à la mort ou aux infirmités grâce au travail des sections de la CSI de tous les pays démocratiques du monde entier.

La CENTRALE SANITAIRE SUISSE (CSS) considère cette action comme une bonne tradition et un devoir suisse d'aider son prochain. Dans le cadre de l'action de secours de la CSI elle envoie du matériel sanitaire suisse et des médicaments en Espagne et en Chine (voir au verso). Dans son œuvre, la CSS a cependant besoin de l'aide de chaque citoyen suisse.

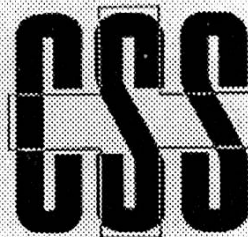
### SUISSES! AIDEZ LES MALADES ET BLESSÉS D'ESPAGNE ET DE CHINE

par des versements réguliers mensuels ou trimestriels par des dons uniques par des collectes en sociétés — parmi les camarades de travail — dans les syndicats — dans les cercles d'amis

### SOUTENEZ L'ŒUVRE D'AIDE SANITAIRE DE LA CENTRALE SANITAIRE SUISSE

Secrétariat central: Zurich, Tolstrasse 12, Tél. 38300 - Secrétariat romand: Lausanne, 2, Av. de la Gare, Tél. 22587  
Chèques postaux: No. II 4157 Lausanne - No. III 11872 Berne - No. V 12481 Bâle - No. VII 7488 Zurich

### CENTRALE SANITAIRE SUISSE - SCHWEIZERISCHE ÄRZTE- UND SANITÄTSHILFE



Remplir au verso s. v. p. Einzahlungsschein — Receipt — Receipt		Einzahlungsschein		Remplir au verso s. v. p. Abrechnung — Coupon — Coupon	
Fr. <input type="text"/>	C. <input type="text"/>	Bulletin de versement	Fr. <input type="text"/> C. <input type="text"/>	Polizza di versamento	Fr. <input type="text"/> C. <input type="text"/>
rispondenti voi: - versati per: - versati da:		für - pour - per		rispondenti voi: - versati per: - versati da:	
<p>est Konto au compte sul conto</p> <p>N° II 4157</p> <p>Centrale Sanitaire Suisse Lausanne</p>		<p>Postbeckenrechnung Compte de chèques postaux Conto-chèques postali</p> <p>N° II 4157</p> <p>Postbeckenamt Office des chèques postaux Ufficio degli chèque postali</p> <p>LAUSANNE</p>		<p>est Konto au compte sul conto</p> <p>N° II 4157</p> <p>Centrale Sanitaire Suisse Lausanne</p>	
<p>Per: alla Postoffice Per: l'office de poste Per: l'ufficio postale</p>		<p>Dienstvermerk Aufgabe</p> <p>N° <input type="text"/></p>		<p>Per: den Empfänger Per: le destinataire Per: il beneficiario</p>	

L'aide à l'Espagne républicaine, sous forme notamment de collectes de fonds, de médicaments et d'habits est coordonnée dès 1937 par la Centrale sanitaire suisse, qui achemine médicaments et médecins en Espagne. C'est ce mouvement de soutien à l'Espagne républicaine que dénonce la *Revue anticommuniste* de février 1939, n° 2, p. 65.

*ces volontaires suisses servaient dans les milices rouges. Ils croyaient se battre pour une cause grande et belle. La grande majorité d'entre eux était partie parce que leur pays n'avait pas su leur donner du travail et du pain»,* précise Bonny<sup>53</sup>.

A l'extrême gauche, la méfiance envers la défense nationale est restée très vive face à une armée dont plusieurs membres de la hiérarchie ne cachent pas leurs sympathies pour les modèles fascistes allemand et italien, et qui sert d'instrument de répression populaire, comme en 1932 à Genève. Dès lors, aux yeux de Paul Bonny, quoi d'étonnant si *«la presse rouge signale avec admiration qu'il y a des "objecteurs de conscience" de divers pays dans les rangs anarcho-syndicalistes d'Espagne. Ces individus sont tous les mêmes. Comme leur maître Romain Rolland, ils s'embusquent "au-dessus de la mêlée" lorsque leurs compatriotes sont attaqués. Mais ce qui leur sert de conscience ne s'insurge pas quand il s'agit de prendre les armes au service de la barbarie judéo-soviétique ! »*<sup>54</sup>

### ***Le recrutement des Brigades internationales en procès***

D'après l'extrême droite, *«ceux qui devraient être punis, dans cette affaire, ce sont les instigateurs, les sergents recruteurs envoyés en Suisse par le gouvernement du "Frente popular", et les marxistes suisses qui fournirent, non sans bénéfice, de la chair à canon à l'Espagne rouge»*<sup>55</sup>. En Europe recrutement et organisation des Brigades internationales se font principalement au travers de l'appareil kominternien. La police fédérale réprime les passeurs et recruteurs qui agissent en Suisse. En novembre 1937, des centrales d'engagement sont démantelées à Bâle, Zurich et Genève ; elles étaient chargées de convoier les volontaires vers la France, où ces derniers étaient pris en charge par d'autres filières. L'enquête établit l'existence d'une organisation de recrutement, dirigée par les secrétaires suisses et des agents du Komintern. Ainsi, malgré les dénégations de ses dirigeants, le Parti communiste suisse se retrouve au banc des accusés devant le tribunal militaire de la 6<sup>e</sup> Division pour avoir organisé un appareil de recrutement de volontaires. A l'issue du procès, trois des neuf membres du PCS traduits en justice, le secrétaire du PC zurichois, Edgar Woog, un responsable du travail d'agitation dans plusieurs cantons alémaniques, Hans Anderfuhren, et le dirigeant de la section communiste d'Aarau, Helmut Zschokke sont reconnus coupables d'avoir encouragé le recrutement de volontaires et condamnés respectivement à un an, dix et huit mois d'emprisonnement. Ils sont également privés des droits civiques et politiques : trois ans pour Woog, considéré par les anticommunistes comme *«la tête, l'âme, le*

---

53. *L'Action nationale*, 12 novembre 1938.

54. *Ibid.*, 12 décembre 1936.

55. *Ibid.*, 21 janvier 1939.

*véritable chef et l'organisateur du recrutement*», deux ans pour Zschokke et Anderfuhren, «*un fanatique du parti absolument sincère*»<sup>56</sup>. Des peines sévères en comparaison de celles qui touchent les recruteurs de combattants suisses pour la croisade franquiste, dont deux entre autres sont condamnés par le Tribunal de division à 4 et 14 jours de détention avec sursis<sup>57</sup>.

A l'occasion de ce procès, Fred de Diesbach fait appel pour sa *Revue anti-communiste* au secrétaire personnel de Jean-Marie Musy, Heinrich Eugen Wechlin, rédacteur en chef du *Berner Tagblatt* de 1931 à 1936 et dirigeant de l'Eidgenössische Front (1933-1936)<sup>58</sup>. Au delà d'«*un jugement extrêmement doux*», l'intérêt de cet épilogue judiciaire réside surtout dans les «*motifs politiques qui sont à l'arrière-plan*». Le frontiste Wechlin regrette que l'influence réelle des communistes en Suisse soit systématiquement sous-évaluée par les autorités. «*Le parti communiste de Suisse qui compte environ 3000 membres inscrits et pourrait arriver à fournir 12000 à 15000 voix, dispose avec un parti relativement petit, d'un nombre étonnamment élevé de fonctionnaires salariés. [...] Humbert-Droz a dit devant le tribunal que 200 à 300 des meilleurs fonctionnaires devaient rester sur le sol suisse afin de "défendre la légalité du parti". En réalité il est de fait que les pauvres diables du P.C.S., les chômeurs ou tous autres insatisfaits furent envoyés dans les brigades espagnoles rouges, tandis que les fonctionnaires du parti, instruits et versés dans la lutte légale comme dans la lutte illégale, furent retenus en Suisse*», ajoute-t-il<sup>59</sup>.

### ***Des brigadistes dans la tourmente***

Pour l'UN, l'avance des troupes de Franco n'a, à aucun moment, pu être contenue, et celles-ci ont gardé l'initiative des opérations «*jusqu'au jour où cessant d'avoir affaire aux "milices populaires" dont la valeur militaire est nulle, ils se trouvèrent sous les murs de Madrid, en face des "brigades internationales" formées par la plus authentique racaille antifasciste, abondamment dotées de matériel et d'armement soviétiques.*»<sup>60</sup>

La presse philofasciste décide de reproduire in extenso le «calvaire» d'un ancien membre des Jeunesses communistes de Paris, cellulaire de Bordeaux parti le 11 septembre 1936 comme volontaire sur le front espagnol. Dirigé sur Barcelone où il subit un entraînement à la caserne «Lénine», il est alors un témoin privilégié de «*la barbarie inimaginable dont font preuve les gens du Front popu-*

---

56. Heinrich Eugen Wechlin, «Un procès communiste et ses coulisses», in: *Revue anticommuniste*, juin 1938, n° 5, pp. 216-217.

57. Helmut Zschokke, *Die Schweiz und der Spanische Bürgerkrieg*, Zurich, 1976, pp. 64 et 62.

58. Cf. Walter Wolf, *Faschismus in der Schweiz. Die Geschichte der Frontenbewegung in der Schweiz 1930-1945*, Zurich, 1969, pp. 516, 81 et 91.

59. H. E. Wechlin, «Un procès communiste», *loc. cit.*, p. 218.

60. *L'Action nationale*, 16 janvier 1936.

laire catalan». Après une mention de l'épouvantable « *holocauste* » subi par le clergé qui « *ne peut absolument se décrire* » et l'évocation des fusillades touchant « *sans l'ombre d'un jugement, des gens sans défense* », l'ancien membre des Jeunesses communistes de Paris, Albert Genet, est incorporé dans une colonne internationale engagée à Naval-Carnero, sur le front madrilène. Le traitement infligé aux interbrigadistes le scandalise : « *Je dois à la vérité de dire que les étrangers, et principalement les volontaires français, étaient placés par les "officiers", en toute première ligne, les Espagnols et les Catalans de la colonne restaient derrière nous. Lorsque, après des combats acharnés, nous fumes [sic] obligés de reculer, par exemple, par manque de munitions, les Espagnols nous traitèrent de lâches. Or, ils avaient fui sans que nous lâchions pied.* »<sup>61</sup> En 1937-1938 les brigadistes sont également alignés comme « troupes de choc » et se retrouvent au contact des lignes de feu les plus dangereuses de Guadalajara à la bataille de l'Ebre en passant par Brunete.

Ce « témoignage » d'un déçu des Brigades internationales mis en exergue par le journal d'extrême droite est extrait de *L'Emancipation nationale*, journal fondé à Marseille par l'ancienne étoile montante du PCF, Jacques Doriot, élevé au rang de « *rempart contre Moscou* » par l'un des correspondants de *L'Action nationale* à Paris, Victor de La Fortelle<sup>62</sup>. Cela n'est évidemment pas innocent. Dirigeant des Jeunesses communistes, puis du PC, Doriot, qui milite pour une alliance avec les socialistes et la direction du PCF, est exclu du parti en 1934. En juin 1936, il forme le Parti populaire français à tendances fascistes<sup>63</sup>. Pendant la guerre civile, Doriot organise un service d'espions dans les Brigades internationales<sup>64</sup>.

Très peu parmi les brigadistes sont des soldats expérimentés. Ces volontaires, souvent instruits dans une tradition antimilitariste, sont peu habitués à la discipline et à l'encadrement militaire d'une grande rigueur. Ainsi doivent-ils s'initier dans un laps de temps fort court au maniement d'un armement hétéroclite et aux rudiments de la stratégie du combat, souvent dans un climat marqué par l'improvisation. Dès les premiers affrontements, les pertes sont lourdes, et les brigadistes, souvent confrontés au plus extrême dénuement, auront l'impres-

---

61. *Ibid.*, 16 janvier 1937.

62. *Ibid.*, 11 mars 1939.

63. Tout en dénonçant le « *complot communiste contre la sûreté de l'Etat* » et la faillite du marxisme, Doriot lie indissociablement l'idée d'une adaptation de la France à une finalité de maintien de la paix et d'entente avec l'Allemagne. Dans le contexte international, les fascismes lui offrent un archétype de parti militant, populaire et dynamique qui avait – élément décisif – battu les partis ouvriers en Italie et en Allemagne. Le PPF incorpore également les tendances autoritaires et totalitaires que Doriot avait connues dans le mouvement communiste. Cf. Philippe Burrin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery*, Paris, 1986 ; Jean-Paul Brunet, *Doriot*, Paris, 1986.

64. Cf. Pierre Broué, *Staline et la Révolution. Le cas espagnol*, Paris, 1993, p. 322.

sion d'être, en certaines occasions, sacrifiés sans raison apparente. C'est ce contexte qui peut sans doute expliquer le ton de certains témoignages, publiés dans *L'Action nationale*, pour peu qu'ils soient authentiques. « *Un soir, cependant, devant les faubourgs de Madrid, je me suis demandé : "Pourquoi est-ce que je suis là ?" [...] Comme nous ne recevions pas de solde, nous étions obligés de voler pour manger. J'étais si profondément démoralisé et si faible physiquement que je n'avais pas toujours la force de penser [...] Les mots d'ordre communistes qui m'avaient poussé à partir devenaient vides de sens, n'avaient plus pour moi, aucune espèce de signification : "Pour la liberté, contre le fascisme." J'aurai vu de près ce que les communistes catalans entendaient par "liberté" : du sang coulant partout des femmes, des vieillards, des enfants égorvés.* »<sup>65</sup> En juillet 1937, lors de la bataille de Brunete, le rôle des conseillers russes dans l'encadrement du commandement espagnol ainsi que le rôle soi-disant répressif joué par les tankistes russes contre les brigadistes tentés par la désertion auraient également été mis en lumière par un interbrigadiste helvétique : « *A Brunete plus de trois cent Espagnols des brigades "Veinticuatro" et "Pasionaria" furent massacrés par les tireurs des tanks soviétiques lorsqu'ils cédèrent sous la pression de forces adverses supérieures. L'une des tâches de ce corps est de tirer sans pitié sur tous les miliciens espagnols qui reculent* », aurait déclaré ce témoin cité dans la presse anticommuniste<sup>66</sup>.

### ***La cinquième colonne***

Si la majeure partie des membres des Brigades internationales provient des pays européens, un certain nombre de volontaires arrivent d'autres continents, en particulier d'Amérique du Nord<sup>67</sup>. L'antiaméricanisme est justement l'un des traits de la *Revue anticommuniste*<sup>68</sup>. Cependant ni celle-ci, ni l'Union nationale ne font mention, à aucun moment du conflit, du fait pourtant avéré qu'en ce qui concerne l'aide en produits et services stratégiques, les compagnies pétrolières américaines ont rapidement consenti un crédit au gouvernement de Burgos et l'ont constamment approvisionné en carburants. Sont plus particulièrement dans la ligne de mire des critiques le nombre appréciable de navires marchands britanniques affrétés par les républicains jusqu'en 1937 et

---

65. *L'Action nationale*, 16 janvier 1937.

66. *Neue Zürcher Zeitung*, 27 septembre 1937, citée par la *Revue anticommuniste*.

67. Parmi les volontaires, on dénombre selon les estimations, entre 9000 et 35000 Français, de 5000 à 10000 Allemands et Autrichiens, pour les Italiens entre 3100 et 5100 hommes, et quelque 3000 pour les Américains.

68. Cf. C. R. Johnson, « Il existe des écoles rouges aux Etats-Unis », *Revue anticommuniste*, février 1939, n° 2, pp. 64-66; J.-B. Matthews, « Les Etats-Unis vont-ils devenir l'allié n° 1 du bolchevisme ? », *Revue anticommuniste*, février 1939, n° 2, pp. 79-85.

la tolérance française envers le transit sur son territoire de grandes quantités de matériel soviétique en 1937 et 1938.

Au cours de la guerre, l'enrôlement, l'organisation et l'entraînement des Brigades sont entièrement à la charge du mouvement communiste international, mais ceux qui y combattent ne sont pas tous membres du parti. Dans certaines unités, on retrouve, à côté de militants antifascistes très déterminés, beaucoup de jeunes animés surtout par l'esprit d'aventure. Quel est alors le regard porté par le périodique anticomuniste sur ces Brigades ? *« De par leur formation composite, elles présentent un facteur absolument nouveau dans l'histoire de la Guerre moderne et ne peuvent être comparées qu'aux armées des lansquenets des siècles passés. Ce sont, en effet, les lansquenets rouges du XX<sup>e</sup> siècle et, comme leurs ancêtres de la Guerre de Trente ans, ils ont perdu tout sentiment de patrie et toute notion de frontières de leurs pays »* précisent les anticomunistes. Les Brigades, modernes *« lansquenets de la révolution mondiale »* ne tarderont pas, une fois le conflit espagnol achevé, à débarquer partout, *« là où elles auront une chance d'établir une dictature communiste »*. C'est l'effet « cinquième colonne », expression qui connaît alors une belle notoriété internationale. L'un de ses inventeurs n'est autre que le général Mola lorsque, pour intimider la partie adverse, il lance qu'une cinquième colonne devrait bientôt se joindre aux quatre autres qui effectuent déjà le siège de Madrid et qu'elle attend, tapie dans la ville, le moment opportun d'intervenir. La menace diffuse, la crainte de la trahison génèrent alors une réaction angoissée face aux Brigades dont chaque pays doit se préserver *« par les moyens les plus efficaces »*. Avec la création des Brigades internationales, il s'agit bien d'une nouvelle phase dans la stratégie révolutionnaire d'inspiration soviétique expérimentée dans la péninsule. Pour les philofascistes, *« la guerre d'Espagne a fondé leur tradition et les fond en une organisation mondiale. Ceux qui rentrent d'Espagne, les "vétérans" seront des agitateurs, les chefs d'expéditions futures. On créera un Etat-major international, avec quartiers généraux de division dans chaque pays, un corps révolutionnaire international, dont les soldats vivront en "paisibles bourgeois" dans leurs patries "capitalistes" tandis que leurs officiers et sous-officiers iront chercher à Moscou les bases de leur formation militaire. »*<sup>69</sup>

### ***Les crimes du Servicio de Investigación Militar***

*« Si les procès de Moscou laissaient soupçonner des méthodes inconnues pour faire parler les accusés suivant le désir du tribunal, il aura fallu la libération de la Catalogne de cette même domination Judéo-Marxiste pour décou-*

---

69. Per Imerslund « Les brigades internationales », *Revue anticomuniste*, juin 1938, n° 5, pp. 205-206.

*vrir le secret de leurs tortures asiatiques* », écrit l'extrême droite française<sup>70</sup>. Pour ses homologues suisses, la prise de Barcelone par l'armée nationale le 26 janvier et l'occupation totale de la Catalogne par les forces nationales, accompagnée de l'exode des républicains vers la France début février 1939, permettent aux correspondants de la presse étrangère de visiter les tristement célèbres « Tchékas » de Barcelone où officièrent les « *techniciens de la cruauté* »<sup>71</sup> du service d'investigation militaire – le SIM – contrôlé largement par les communistes et les experts russes attachés à la cause républicaine, chargé initialement du contre-espionnage intérieur.

Au sein des grandes agglomérations urbaines, les exactions perpétrées en zone républicaine sont souvent le fait des officines d'enquête créées en très grand nombre – Madrid n'en compte pas moins de vingt-six – par les partis et les syndicats qui n'hésitent pas à les baptiser Tchékas, du nom de la police politique soviétique, devenue par la suite GPU ou NKVD. En zone républicaine, dès la fin 1936, la répression, systématique et organisée, repose sur une justice d'exception complétée dans le plus pur style stalinien par des campagnes meurtrières de tortures et d'assassinats secrets perpétrés par le SIM, transformé en 1938 en une annexe du NKVD. Il dispose de six mille agents pour la seule ville de Madrid, ainsi que de prisons et de camps de concentration<sup>72</sup>.

Alors qu'au nom de la « Croisade » les exécuteurs nationaux simulent la respectabilité, des bourreaux dûment diligentés dans la mesure où l'état de siège, puis les tribunaux militaires, couvrent leurs crimes, les « *supplices raffinés, inventés et appliqués par des anormaux, des invertis, des sadiques, mais pas par des hommes ayant l'esprit sain, capable de se battre loyalement* » semblent être l'exclusive du camp républicain. Une visite au « jardin des supplices » du couvent de San Juan, l'une des prisons spéciales du SIM: « *Dans une [...] salle, de petites cellules munies d'un petit rideau conservent le souvenir de ceux qui étaient soumis au supplice de la lumière. On les asseyait ligotés et on leur ouvrait les paupières avec un appareil qui les empêchait de les refermer. On allumait ensuite un phare puissant et on les laissait ainsi jusqu'à ce qu'ils aient les yeux brûlés. Les cellules sont construites dans un petit souterrain voûté où l'écho résonne de façon fantastique, produisant un malaise inexplicable. Les bourreaux le savaient bien, et le métronome marquant les secondes comptait le temps que les malheureux avaient à souffrir le supplice de ne pouvoir ni dor-*

---

70. *Contre-Révolution*, avril 1939, p. 68. Dirigé par Léon de Poncins, l'organe antimaçonnique et judéophobe *Contre-Révolution*, est imprimé à Poitiers et diffusé à Paris selon Ralph Schor (Ralph Schor, *L'antisémitisme en France pendant les années trente. Prélude à Vichy*, Bruxelles, 1992, p. 34). Or tous les numéros font mention d'un siège social au 13 rue de la Corratierie à Genève.

71. *L'Action nationale*, 18 février 1939.

72. Sur les prisons particulières du SIM et l'antenne de Madrid, cf. H. Thomas, *La Guerre d'Espagne op. cit.*, p. 513 et note 26, pp. 883-884; Gabriel Jackson, *The Spanish Republic and the Civil War*, Princeton, 1965.

*mir ni se reposer.* »<sup>73</sup> Les fantômes des suppliciés sont loin d'appartenir exclusivement aux prisonniers nationalistes. Républicains, et plus particulièrement, anarchistes et membres du Partido Obrero de Unificación Marxista, les fractions minoritaires de l'extrême gauche, affublées du qualificatif sans appel de « fascistes », feront connaissance avec la torture, précise *L'Action nationale*.

Les procédures judiciaires en vigueur en Espagne républicaine font l'objet d'un impitoyable réquisitoire mené par l'ancien procureur général de la Audiencia de Madrid, dont *L'Action nationale* publie, en septembre 1938, une lettre adressée au président du Tribunal suprême de justice de Barcelone, Mariano Gomez, son ancien chef<sup>74</sup>. Petit-fils de Francisco Pi y Margall, l'un des dirigeants de la Première République fédérale et également Premier ministre, Angel de la Guardia y Pi a fui, à l'automne 1936, l'Espagne loyaliste afin d'œuvrer au « triomphe du général Franco, pour libérer l'Espagne et l'Europe entière des despotes et des bourreaux au service infamant du Komintern ». Quoi de plus véridique pour l'UN que les propos de ce « transfuge », de ce témoin oculaire de premier plan, des « horreurs que les bolcheviks ont commises [...] au commencement de la révolution » et plus particulièrement « l'horrificante tuerie des prisonniers politiques à la prison modèle de Madrid, en août 1936 »<sup>75</sup> ? De toute manière dans cette presse partisane et philofasciste, l'horreur ne saurait provenir que d'un seul camp.

### *Genève expose les trésors du Prado*

L'exposition des œuvres d'art sauvées de la guerre civile, au Musée d'art et d'histoire de Genève au cours de l'été 1939, donne l'occasion à l'extrême droite de renouveler sa propagande en faveur du franquisme. Pour elle, célébrer parallèlement l'avènement de l'Espagne nationaliste sous la direction éclairée de Franco, et l'histoire de la peinture espagnole qui « révélera, en une prodigieuse synthèse, la puissance expressive d'une race et son influence dans l'évolution du génie humain »<sup>76</sup> constitue alors sa préoccupation majeure. « L'œuvre de Franco, écrit le sculpteur François Baud, devient un spectacle pour le monde. En admirant Goya, Velasquez, le Greco, en aimant ces grands d'Espagne, nous sentirons qu'un pays qui a produit tant de beautés reste un trésor spirituel et intellectuel inappréciable et inépuisable. L'Exposition des chefs-d'œuvre espagnols fera envier un si grand pays dont le chef actuel connaît les ressources admirables. »<sup>77</sup>

---

73. *L'Action nationale*, 18 février 1939.

74. *L'Action nationale*, 24 septembre 1938.

75. *Ibid.*, 24 septembre 1938.

76. *Ibid.*, 27 mai 1939.

77. *Ibid.*, 20 mai 1939.

Le jour de l'inauguration, les partis pris politiques déteignent sur les discours. Force est de constater que les commentaires dithyrambiques de l'extrême droite genevoise ne jurent pas avec la couleur de l'ensemble. Le président du Conseil d'Etat, Adrien Lachenal, exalte « *l'âme espagnole [...] issue de races millénaires, élaborée dans le heurt des civilisations, balancée sept siècles entre la croix et le croissant, forgée sous les marteaux d'un sort acharné, [et qui] apparaît [...] d'une énergie que nul événement jusqu'ici n'a domptée* ». Par contre, il ne souffle mot du rôle actif des républicains dans la sauvegarde des tableaux<sup>78</sup>. Quant au conseiller fédéral Pilet-Golaz, il souligne avec force « *que ce n'est pas à nous seuls, Suisses, que l'Espagne fait cet inestimable cadeau, mais à la civilisation européenne, pour lui rappeler sa grandeur, sa mission et ses devoirs* »<sup>79</sup>.

## Conclusion

La Guerre d'Espagne a été la préoccupation majeure, en matière de politique internationale, de l'Union nationale et de la *Revue anticomuniste*. La fin du conflit sur la péninsule marque d'ailleurs le chant du cygne pour ces deux « phares » de la lutte contre l'Internationale. Le 30 janvier 1939, Oltramare se retire de la direction de son mouvement pour la remettre à un collègue dont il s'attribue la formation. Pour l'UN, les élections municipales genevoises de mai 1939 se soldent par un échec retentissant, auquel viennent s'ajouter de très graves difficultés de trésorerie. Ces problèmes financiers, entre autres, contraignent l'UN à suspendre la parution de *L'Action nationale* en juin 1939. Elle reprend très irrégulièrement, de l'automne 1939 jusqu'en janvier 1940. La rubrique internationale est alors réduite à sa plus simple expression, sinon abandonnée, par une équipe également fortement affectée par la Mobilisation<sup>80</sup>. *La Revue anticomuniste* est publiée à partir de février 1938, en collaboration avec le Bureau pour la préparation du premier Congrès mondial anticomuniste, destiné à « *donner ouvertement une nouvelle et vigoureuse impulsion à la lutte spirituelle contre les Rouges* ». Parmi les organisations œuvrant à ce Congrès, l'on retrouve, par exemple, l'Entente internationale contre la III<sup>e</sup> Internationale<sup>81</sup>,

---

78. *L'Observateur de Genève*, 15 juin 1939.

79. *Ibid.*, 15 juin 1939.

80. Sur le déclin de l'UN ainsi que sur l'influence rémanente et déclinante d'Oltramare au sein de l'extrême droite genevoise: cf. Roger Joseph, *L'Union nationale*, *op. cit.*, pp. 265-291.

81. L'UN collabore activement avec un organisme très lié aux émigrés russes: l'Entente internationale contre la III<sup>e</sup> Internationale. Fondée en juin 1924 à Paris, l'EITI lutte contre l'Internationale communiste et l'URSS, tente de coordonner une entente intergouvernementale en vue d'une croisade antibolchevique et se livre notamment à un travail de surveillance des militants communistes. Depuis son bureau genevois, elle réalise la diffusion de ses très nombreuses publications et coordonne les officines anticomunistes européennes. Appuyée

l'Anti-Komintern de Berlin et la Fédération des Groupements anticommunistes d'Allemagne<sup>82</sup>.

Editée par la Société d'édition indépendante, mise sur pied, dès 1934, par le directeur du *Pilori* pour assurer la publication de son journal<sup>83</sup>, la *Revue anticommuniste* excelle dans la rétorsion (récupération, détournement, retournement) des slogans de l'adversaire comme le prouve son appel: «*Antibolchevistes de tous les pays, unissez-vous!*». Ainsi réunit-elle des personnalités et des journalistes anticommunistes de l'Europe entière: Francisco Franco<sup>84</sup>, Pilar Primo de Rivera, déléguée nationale des organisations féminines de la Phalange espagnole et Luiz Lega y Lacamba, professeur à Saint Jacques de Compostelle (Espagnols); José Alvellos, chef des Services centraux de propagande à Lisbonne (Portugais); Bernard Faÿ, à l'antimaçonnisme obsessionnel, et Raoul Follereau<sup>85</sup>, président de la Ligue d'union latine (Français). Elle accueille également des éléments de l'UN et/ou des journalistes écrivant à *L'Action nationale*: Paul Bonny, René-Louis Piachaud, Dimitri de Zoubaloff et Victor de La Fortelle, ainsi que des membres éminents de l'EITI: Georges Lodyginsky, le Russe blanc naturalisé suisse, principal collaborateur de Théodore Aubert et Raymond Déonna. Longtemps secrétaire de l'EITI, ce député au Grand Conseil genevois participa activement à la préparation de la loi interdisant le PC dans le canton du bout du lac. Enfin, on retrouve l'incontournable *spiritus rector* de la nouvelle droite helvétique et le maître à penser des fédéralistes intégraux de

---

sur un solide réseau de notables et d'industriels, l'EITI assure la dilatation de l'anticommunisme au sein de la presse, tout en organisant de nombreuses expositions, notamment sur les «exactions des rouges» pendant la guerre civile et la «Reconstruction de l'Espagne» sous l'égide de Franco. Son fondateur, l'avocat genevois Théodore Aubert, est élu au Conseil national sur la liste de l'Union nationale en 1935.

82. Fred de Diesbach, «Les travaux préparatoires au premier Congrès mondial anti-communiste», *Revue anticommuniste*, n° 1-2, février-mars 1938, p. 18. Sur les relations entre l'EITI et l'Anti-Komintern, cf. Daniel Bourgeois, *Le troisième Reich et la Suisse 1933-1941*, Neuchâtel, 1974, pp. 24-26.

83. Cf. Roger Joseph, *L'Union nationale*, op. cit., p. 207.

84. «La libération de L'Espagne. Discours de S. E. le généralissime Franco. 18 juillet 1938», *Revue anticommuniste*, juin 1938, n° 8, septembre 1938, pp. 319-324. Ce message qui dénonce tour à tour l'insurrection en Asturies de 1934, prologue, selon Franco, à une «révolution bolchevique», le Komintern, les Fronts populaires et «la barbarie rouge», est paru dans le journal *Occident* du 25 juillet 1938. Publié à Paris pendant la guerre civile espagnole, ce bimensuel est considéré comme le porte-parole des partisans de la «Croisade». Sous l'égide de son principal artisan, Joan Esterlich, qui s'occupe de la propagande des *nacionales* dans l'Hexagone, *Occident* paraît d'octobre 1937 à décembre 1938.

85. Après avoir pris part aux cotés d'Oltremare à la campagne contre les sanctions lors du conflit abyssinien, Raoul Follereau appelle à la reconstruction des édifices religieux «sur la terre héroïque de nos Frères d'Espagne» où «l'âme universelle de la Chrétienté fut menacée». Cf. Raoul Follereau, «Appel pour aider à la reconstruction des églises d'Espagne», 15 février 1938, *Revue anticommuniste*, juin 1938, n° 5, p. 218.

l'Union nationale, Gonzague de Reynold. *La Revue anticomuniste* cesse de paraître en mai 1939. Son rédacteur en chef attribue cette disparition au rapprochement germano-soviétique. Mais si le pacte de non-agression, signé à Moscou le 22 août 1939 entre l'Allemagne et l'URSS, peut éventuellement s'expliquer à ses yeux par des raisons géostratégiques et militaires, Fred de Diesbach n'a jamais pu ou voulu croire à la réalité de ce rapprochement – national-socialisme et bolchevisme demeurant, par essence, irrémédiablement antinomiques<sup>86</sup>.

La Guerre d'Espagne et le phénomène des Brigades internationales ont donc engendré une virulente réaction qui n'a pas épargné la Suisse romande. Comme on pouvait s'y attendre, le regard ainsi porté sur la tragédie espagnole a été partial, univoque, fort éloigné des réalités. Cette prose antidémocratique a parfois frisé le délire, mais surtout, cette propagande philofasciste a pu s'insérer dans un espace qui lui était ouvert, en ce temps-là, dans les milieux intellectuels et dirigeants. Ceux-ci s'emploient d'ailleurs davantage à stigmatiser l'avancée du communisme qu'à s'inquiéter de l'ascension du fascisme mussolinien et du national-socialisme.

Dans l'entre-deux-guerres, le danger que présente l'Union nationale provient moins de ses militants et du gangrénage du système démocratique que de sa force d'imprégnation et d'une convergence avec notamment les partis de l'Entente nationale siégeant au Grand Conseil genevois, principalement au nom de la lutte contre le socialisme et le communisme.

---

86. Entretien avec Fred de Diesbach, 5 février 1994.